

Transidentités : une étude française contredit une théorie antitrans

Une nouvelle analyse d'une enquête européenne sur plus de 135 000 citoyens LGBT+ met à mal les bases scientifiques contestées sur lesquelles s'appuient des pays comme les Etats-Unis pour adopter des lois transphobes.

Par Lilas Pepy

Publié aujourd'hui à 06h00 · Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Manifestation contre la transphobie et les agressions transphobes sur la place de la République à Paris, le 5 mai 2024. GEOFFROY VAN DER HASSELT/AFP

Dans un article paru dans *The New England Journal of Medicine (NEJM)* le 18 février, deux médecins et un avocat dénoncent les lois répressives et transphobes adoptées aux Etats-Unis depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, expliquant qu'elles « soulignent un effort plus large visant à faire reculer les droits des personnes trans et non binaires ». Or, « la recherche a constamment démontré les effets positifs de l'accès aux soins d'affirmation de genre » sur la santé, et ces soins sont loin d'être « expérimentaux » ou assimilables à une « mutilation », écrivent-ils.

« Cela promet davantage de stigmatisation, de harcèlement et de discrimination à l'égard des jeunes

transgenres », redoute le pédopsychiatre américain Jack Turban. En 2022, dans un article de *Pediatrics*, il rappelait que la théorie de la Rapid-Onset Gender Dysphoria (« dysphorie de genre à apparition rapide », ROGD) a été utilisée par les législateurs aux Etats-Unis pour interdire les soins d’affirmation de genre aux adolescents trans, en dépit du « *soutien sans équivoque* » de grandes organisations médicales à ces soins.

Théorisée en partie par la docteure Lisa Littman (*Plos One*, 2018), la ROGD émet l’hypothèse d’une vague de transition de genre soudaine chez les adolescents, qui subiraient une « *contagion sociale* » à travers l’influence des réseaux sociaux. Lisa Littman laisse par ailleurs entendre que cela concernerait davantage les personnes AFAB (pour Assigned Female at Birth, « assignée femme à la naissance ») : l’image dégradée de la femme véhiculée sur les réseaux sociaux les plongerait dans un profond désarroi, dont elles sortiraient en transitionnant vers le genre masculin.

Lire aussi le décryptage |  [Mineurs transgenres et hormonothérapie : ce que dit la science](#)



L’article de M. Turban en soulignait pourtant les « *limites méthodologiques considérables* » : vivement critiquée à la sortie, l’étude avait fait l’objet de corrections en 2019 par l’auteur limitant de manière substantielle la portée des résultats. Mais cette théorie a prospéré, d’autant que, depuis les années 2000 et l’émergence des réseaux sociaux, on assiste à une inversion du sex-ratio jusqu’ici inexplicquée. Les personnes AFAB sont désormais plus nombreuses à l’adolescence que celles assignées hommes à la naissance (AMAB, pour Assigned Male at Birth), notamment dans les cliniques pédiatriques.

L’âge du coming in

Dans une étude transversale parue en décembre 2024 dans *European Child & Adolescent Psychiatry*, la chercheuse Claire Vandendriessche et le professeur de psychiatrie David Cohen – qui dirige une consultation consacrée à l’accueil des mineurs trans ou en questionnement à l’hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris – ont cherché d’autres pistes d’explication à ce ratio, tout en testant des hypothèses issues de la théorie de la ROGD. Ils se sont appuyés sur une vaste enquête menée dans trente pays européens, la LGBTI Survey, parue en 2019, et ont exploité des données portant sur 137 553 citoyens LGBT+, dont 18 698 personnes trans.

Lire aussi l’enquête |  [Mineurs transgenres : familles et professionnels de santé s’inquiètent de la mise en cause des parcours de soins](#)



En cohérence avec d’autres études, les résultats traduisent une prédominance de personnes assignées femmes à la naissance au sein des 15 à 17 ans, qu’il s’agisse de femmes lesbiennes ou bisexuelles, ou de jeunes trans masculins. Le ratio s’inverse à l’âge adulte, avec 42 % de personnes AFAB au sein de la communauté LGBT+.

Le Monde 

Chaque jour de nouvelles grilles de mots croisés, Sudoku et mots trouvés.

[Jouer](#) →

Pour la première fois, en revanche, cette étude d'ampleur européenne montre une corrélation entre l'âge du coming out trans et le genre assigné à la naissance. Chez les personnes ayant eu un coming in (âge à laquelle une personne LGBTQ+ prend conscience de son identité de genre ou de son orientation sexuelle) avant 18 ans, les hommes trans ont fait leur coming out à 18,8 ans, contre 23,4 ans pour les femmes trans, quand les hommes gay cisgenres partagent leur orientation sexuelle et/ou romantique à 19,1 ans, et 17,5 ans pour les femmes lesbiennes cisgenres. « [Les personnes AFAB] sont donc plus susceptibles (...) d'accéder à des services liés aux minorités sexuelles ou de genre », écrivent les auteurs.

« Ce que l'on démontre, ce n'est pas tant la prépondérance de jeunes personnes transmasculines dans les cliniques pédiatriques ou dans la population générale qu'une absence de jeunes personnes transféminines qui demeurent dans le placard », commente l'autrice. Et ce, peu importe les pays.

Lire l'enquête | [Droits des personnes LGBTQ+ : l'homophobie est devenue, dans le Sud global, un instrument d'opposition à l'Occident](#)



Pour tenter d'expliquer cette tendance, les deux chercheurs ont, là encore, testé une corrélation jusqu'ici inexplorée entre l'âge du coming out et l'indice Rainbow de l'Association européenne des personnes intersexes, lesbiennes, gay, bi et trans (ILGA) – un score sur 100 évaluant les politiques nationales de protection des personnes LGBTQ+ basé sur 69 critères.

« Plus le pays écrase les droits des personnes concernées, plus les hommes gay ou les femmes trans font leur coming out tardivement par rapport aux femmes lesbiennes et aux hommes trans, alors qu'ils se perçoivent comme LGBTQ vers le même âge », résume Claire Vandendriessche. Ainsi, alors que la Bulgarie présente le moins bon score des 49 pays évalués (20/100), les personnes assignées hommes à la naissance y font leur coming out 3,4 ans plus tard que les personnes assignées femmes, contre 1,08 an pour le Portugal, à la tête du classement (66/100). « Transgresser la masculinité coûte plus cher socialement, aujourd'hui et dans les pays étudiés, que de transgresser la féminité », souligne M^{me} Vandendriessche.

« Un autre son de cloche »

L'étude a également cherché à savoir si, comme le suggère la théorie de la ROGD, les personnes AFAB qui partagent leur identité de genre rapidement utilisent davantage les réseaux sociaux et présentent un moins bon état de santé que les autres adolescents LGB ou transféminins. S'ils confirment que ces jeunes, qui ont réalisé leur coming out moins d'un an après le coming in et représentent 30 % de l'échantillon de jeunes AFAB en transition, sont plus sur les réseaux sociaux, les deux auteurs montrent qu'ils ne présentent pas une moins bonne santé globale, davantage de maladies chroniques ou encore plus de sentiments dépressifs.

« Ces résultats apportent un "autre son de cloche" important par rapport aux critiques et aux doutes à l'égard des jeunes trans que nous entendons », déclare Annelou De Vries, pédopsychiatre aux Pays-Bas, qui n'a pas pris part à l'étude, mais a participé à l'élaboration des dernières recommandations de l'Association professionnelle mondiale pour la santé des personnes transgenres.

Lire l'enquête (2023) |  [Personnes transgenres : face au manque d'accès aux soins, le parcours de la débrouille](#)



En mai 2024, les sénateurs français ont voté une proposition de loi visant à interdire tout accès à des soins d'affirmation de genre avant 18 ans, alors que « de nombreuses études ont révélé que [l'interdiction à l'accès à ces soins] a des effets néfastes sur le bien-être des jeunes transgenres », note

pourtant l'article du *NEJM*. Le texte avait été formulé d'après un rapport des sénateurs Les Républicains émaillé de références au rôle prétendu des réseaux sociaux.

Les deux chercheurs français concluent que leurs résultats « *concordent avec ceux d'autres critiques de l'hypothèse ROGD et devraient justifier que les décideurs politiques s'abstiennent de faire des déclarations pseudo-scientifiques qui pourraient créer des obstacles supplémentaires aux soins* ».

Lilas Pepy